



## Agenda

## Lundi 9 juillet 2018

-18h30 : ouverture de l'université d'été de la Fondation pour le droit continental (grande salle des séances), suivie d'une réception.



## Lundi 10 septembre 2018

-14h : colloque puis remise des prix franco-taiwanais (grande salle des séances).

## Lundi 17 septembre 2018

-11h30 : réunion de la section Économie politique, statistique et finances (salle 3).

-12h30 : déjeuner des académiciens (salon Édouard Bonnefous).

-15h : communication de **Chantal DELSOL**, membre de l'Académie des sciences morales et politiques : « *Populisme et médias, le procès réciproque* ».

## Lundi 24 septembre 2018

-10h30 : réunion du groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 3).

-15h : communication d'**Anne LEVADE**, professeur de droit public à l'université Paris-Est, « *Le processus des élections primaires* ».

Lundi 1<sup>er</sup> octobre 2018

-colloque de la Fondation Saint-Omer (date à confirmer).

-15h : communication de **Jacques JULLIARD**, essayiste : « *L'opinion, reine du monde : liberté ou contrainte ?* ».

## Lundi 8 octobre 2018

-9h : commission administrative centrale.

-10h30 : réunion du groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 3).

-15h : communication de **Brice TEINTURIER**, politologue, directeur général délégué d'IPSOS France : « *La fabrique des sondages* ».



## Séance du lundi 2 juillet

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 25 juin, le président **François d'Orcival** a fait procéder aux dépôts d'ouvrages. **Jean Tulard** a offert à l'Académie, de la part de **Guy Thuillier**, le sixième volume des *Écrits de Jacques Thuillier*, intitulé *Pour le plaisir : Rubens, Fragonard, Bastien-Lepage* (Dijon, Faton, 2018, 400 p.) et publié sous la direction de Serge Lemoine. **Marianne Bastid-Bruguière** a présenté trois ouvrages : *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?* de Jean-Pierre Cabestan (Paris, Gallimard, coll. « Le Débat », 2018, 288 p.), *La Chine désorientée* de Zhang Lun avec la collaboration d'Aurore Merle (Paris, Éditions Charles-Léopold Meyer, 2018, 333 p.) et *La République populaire de Chine. Histoire générale de la Chine (1949 à nos jours)* de Gilles Guiheux (Paris, Les Belles Lettres, 2018, 460 p.).

Le président a ensuite introduit la communication de son confrère **Philippe Levillain** sur le thème : « L'Église, le Vatican et sa communication ». Un exposé que l'orateur a fait commencer à Vatican II (1962-1965), car c'est alors, de son point de vue, que l'opinion publique s'est introduite à l'intérieur de l'Église catholique, du moins à son sommet. Cette pénétration s'est faite par étapes. Les phases antépréparatoire puis préparatoire du concile éveillèrent une opinion catholique ; elles firent naître des attentes et surgir certains thèmes et personnalités. La décision des Pères conciliaires, dès le début de leurs travaux, de repousser les listes préparées par la curie pour composer leurs commissions fut décisive. Elle fixa une majorité et une minorité, immédiatement perçues comme telles par les médias. À compter de ce moment, le concile fut mis sur la place publique, tendance aggravée par le traitement opaque de l'information : condamnés à n'accéder aux débats qu'à travers les communiqués du bureau de presse du Saint-Siège, les journalistes ont cherché à contourner cet embargo en sollicitant directement les participants. Dans l'impossibilité de saisir la réalité du concile, ils furent tentés de le dramatiser. La représentation de l'Église n'en sortit pas indemne : en faisant éclater le secret qui entourait ses délibérations, on banalisa l'institution. « À la verticalité du message dont l'Église est censée être le relais, on opposa l'horizontalité de l'instant, du moment, de la vérité brutale des mots. Finalement, à la tentation du *perfectus*, [on] substitua le *progressus*, le renouvellement substantiel permanent. »

Après 1965, l'opinion publique devient le lieu de la contestation du magistère de l'Église, en dehors de celle-ci mais aussi en son sein. Ce rejet s'exprime notamment sur les questions de société qui, dans le même temps, prennent la première place dans le débat public. La réception houleuse de l'encyclique *Humanae vitae* (1968) laisse un traumatisme durable. Elle ne doit pas cacher toutefois les efforts importants de la papauté pour adapter sa communication, en investissant dans les nouveaux médias, jusqu'à la création récente d'un dicastère pour la communication. Une autre évolution, sensible à partir du pontificat de Jean-Paul II (1978-2005) est la médiatisation accrue des papes, qui ne s'expriment plus seulement à travers les anciens canaux formels mais n'hésitent pas à se livrer aux questions des journalistes et à mettre en scène leur personnalité. Leurs voyages à travers le monde et le contact renouvelé avec les foules (qui passe aussi par l'invention de « rites » comme les JMJ) en font désormais des figures familières d'une opinion mondialisée. Reste à savoir dans quelle mesure cela a servi leur message. « La question fondamentale, a conclu Ph. Levillain, reste [...] celle du langage, de l'acculturation » : comment être figure d'unité dans la diversité ?

À l'issue de sa communication, **Philippe Levillain** a répondu aux observations que lui ont adressées **Haïm Korsia**, **Denis Kessler**, **Georges-Henri Soutou**, **Yves Gaudemet**, **Jean-Robert Pitte**, **François d'Orcival**, **Jean Tulard** et **Thierry de Montbrial**.

## Dans la presse et sur les ondes

- « Quel droit pour un monde pluriel et instable ? » a demandé la revue *Études* à **Mireille Delmas-Marty** (juin 2018, propos recueillis par François Euvé). S'appuyant sur ses travaux les plus récents, elle donne son point de vue sur les principaux dossiers du moment, tout en s'appliquant à clarifier les concepts. Ainsi de l'humanité, dont elle souhaite que la définition s'ouvre à la notion d'indétermination (« Si l'individu était un jour prédéterminé, il ne serait plus responsable »). Il est aussi question dans ces pages de coopération (« La sociabilité existe chez les animaux, mais pas la coopération, du moins quand elle s'accompagne de transmission entre générations »), de précaution (« De même que l'oubli est nécessaire à la mémoire, l'imprévisibilité doit être intégrée à l'anticipation ») ou encore de risque (« Il faut sans doute distinguer la "peur exclusion" [...] de la "peur solidarité" qui [...] unit les humains et les incite à coopérer »). Quant au visage que pourrait prendre, à l'avenir, une régulation mondiale, elle rappelle : « Le monde réel ne suit pas le processus linéaire imaginé par Emmanuel Kant vers son droit cosmopolitique (*Projet de paix perpétuelle* 1795-1796) mais une trajectoire faite de discontinuités et de basculements imprévisibles. »

- La RTBF se fait l'écho des recherches de **Pierre-André Chiappori** sur le lien entre structures familiales et revenus (« Les gens très diplômés ont de plus en plus tendance à se marier entre eux », [www.rtbf.be](http://www.rtbf.be), 18 juin) : « D'un point de vue théorique, ce que nos modèles conduisent à prédire est ce que nous appelons une "spirale de l'inégalité", au sens où maintenant plus qu'avant, les gens les plus éduqués ont plus tendance à épouser des conjoints qui sont éduqués et passent plus de temps à investir dans le capital humain de leurs enfants. »

- « Le prix Nobel d'économie Jean Tirole juge la politique de Macron » : dans un entretien publié le 24 juin par *Le Journal du dimanche*, **Jean Tirole** donne son sentiment sur la première année de l'exécutif. Il salue les réformes mises en chantier, estimant qu'elles vont plutôt dans le bon sens, même si certaines mesures lui paraissent trop timides. Il développe notamment le cas de la réforme du Code du travail, qui serait incomplète. Il se prononce pour une flexibilisation du CDI afin de lutter contre le recours abusif au CDD, réitérant au passage sa proposition d'instaurer un bonus-malus pour les entreprises qui multiplient les contrats courts. Il soutient aussi la relance du projet européen, qui passe à ses yeux par « plus de lois et de règlements communs ». « Le monde, à commencer vers les États-Unis, se tourne vers le protectionnisme. C'est ce que nous voulions éviter, ce que nous avons réussi à éviter lors de la crise de 2008... Revenir à 1930, que c'est triste ! » Jean Tirole, par ailleurs, a reçu deux distinctions pour la version anglaise de son livre *Économie du bien commun* : le prix de la Society for Progress le 16 juin au château de Fontainebleau et le prix Eccles de l'université de Columbia (*Prize for Excellence in Economic Writing*) le 19 juin.

- Le numéro 162 de *Commentaire* (été 2018) accueille les contributions de plusieurs académiciens. **Alain Besançon** donne, en compagnie d'autres habitués de la revue, son sentiment après le discours d'Emmanuel Macron devant les évêques de France aux Bernardins le 9 avril dernier (« Un ton élevé », p. 293-294) : tout en goûtant le style présidentiel, il n'est « pas sûr que le ton adopté [...], élevé, trop élevé, favorise le retour des catholiques vers l'analyse précise des situations, vers la lecture rationnelle de la politique économique, vers l'examen froid du bilan des entreprises et le dégoût de la grève. Il est facile de rester dans les grands sentiments généraux. » A. Besançon signe également, sous le titre « Constatation d'une évidence » (p. 494-495), une recension de l'ouvrage de Guillaume Cuchet, *Comment notre monde a cessé d'être chrétien. Anatomie d'un effondrement* (Paris, Seuil, 2018, 224 p.). Deux contributions portent sur la Première Guerre mondiale. Est reproduite (p. 381-394), avec l'ensemble de ses notes et références bibliographiques, l'introduction très fouillée de **Georges-Henri Soutou** à la réédition de textes d'Alfred Fabre-Luce, *Comment naquit la guerre de 1914* (Paris, Éditions de Fallois, 2017, 384 p.), ainsi que le chapitre (adapté) de la biographie de D'Annunzio par **Maurizio Serra** (*D'Annunzio le magnifique*, Paris, Grasset, 2018, 704 p.) relatif à l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente en mai 1915 (« Gabriele d'Annunzio entre en guerre (1914-1915) », p. 395-404). Est également repris un entretien de **Rémi Brague** dans *Le Figaro* du 15 avril, sous le titre « Le Coran et l'antijudaïsme » (p. 466-467).

- « Le rôle de la politique monétaire dans la genèse de la crise de 2007-2008 », nouvelle chronique économique et financière de **Jacques de Larosière** sur Canal Académie (mise en ligne le 27 juin). Il est courant de faire porter les responsabilités de la crise de 2007-2008 sur les banques et leur politique d'investissement. Or, si les agents économiques ont pu s'endetter au-delà du raisonnable, c'est grâce à une « politique monétaire systématiquement expansionniste ». Démontant les ressorts de la crise des *subprime*, J. de Larosière montre qu'elle est née d'un consensus entre le pouvoir politique américain, les banques et les agences de notation. Il souligne aussi la force du préjugé selon lequel l'État et les banques centrales finiraient toujours par voler au secours des investisseurs imprudents.

## À savoir

- Dans le cadre des manifestations pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Paul Claudel, **Pierre Brunel** a donné deux conférences : l'une à l'Institut français de Prague, le 13 juin, sur les deux années que l'écrivain a passées dans cette ville (novembre 1909-septembre 1911) comme consul de France, l'autre à l'abbaye de Grestain, près de Honfleur, sur les rapports entre Claudel et Rimbaud. Les actes du colloque consacré à Léopold Sédar Senghor, qui s'était tenu en juillet 2017 à l'ENS (rue d'Ulm), viennent par ailleurs de paraître dans le n° 70 des *Cahiers de l'Association internationale des études françaises* (mai 2018). Après l'introduction de Pierre Brunel (p. 17-27), on y trouvera entre autres une contribution de **Jean-Claude Trichet**, « Léopold Sédar Senghor, poète du rythme et des images. Un témoignage » (p. 29-37).

- **Denis Kessler** a répondu aux questions de l'association Jeunesse et Entreprises sur le site de cette dernière (<http://jeunesse-entreprises.fr/entretien-avec-denis-kessler-pdg-de-scor-il-faut-multiplier-les-rencontres-enseignants-entreprises/>). Il plaide pour un enseignement qui prenne en compte les attentes des employeurs, accepte la sélection et valorise le goût des études et de l'effort.

- **Philippe Levillain** (représentant le secrétaire perpétuel) et **Georges-Henri Soutou** ont participé, le 21 juin, au conseil d'administration et au conseil scientifique de l'École française de Rome. Le budget a été adopté mais la révision des collections de la bibliothèque de l'École française de Rome a suscité d'importants débats.